RISQUE SANITAIRE, CASSE SOCIALE, IMPOSONS DES RÉPONSES ANTICAPITALISTES !

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
npa2009.org

La journée nationale de grève et de manifestations de ce jeudi s'inscrit dans une situation marquée à la fois par la reprise de la pandémie et une offensive antisociale très lourde. Avec pour point commun un pouvoir à la manœuvre, incapable d'assurer notre protection sanitaire et tout dévoué aux intérêts des capitalistes.

LE GOUVERNEMENT JOUE AVEC NOS VIES

L'intervention du Premier ministre Castex vendredi dernier est édifiante. S'il a bien souligné le regain d'intensité de la circulation du Covid-19 et l'augmentation sensible du nombre d'hospitalisations, ce n'est que pour mieux réaffirmer une ligne qui ne marche pas. *« La stratégie ne varie pas »*, malgré les critiques sur la gestion de la crise sanitaire, dont le positionnement sur le port du masque qui a changé du tout au tout depuis le début de l'épidémie. Pire, pour mieux s'exonérer de ses responsabilités, le gouvernement stigmatise la population, en particulier les jeunes ou les quartiers populaires accusés de *« relâchement »*…

Pour Castex et ses amis, éviter *« de devoir mettre entre parenthèse notre vie sociale, culturelle, économique, l'éducation de nos enfants et notre capacité à vivre normalement »*, c'est une belle formule qui masque une seule obsession : assurer la continuité de la « vie économique » pour assurer les profits de quelques-uns. L'important reste que les enfants soient à l'école et les parents au boulot ! Toute la vie sociale est mise en danger, mais ce pouvoir est incapable de planifier une lutte efficace contre la pandémie.

NOUS NE PAIERONS PAS LA CRISE

« J'ai du mal à comprendre très honnêtement cette grève. (…) *J'ai l'impression d'une grève par habitude… »*. Le ministre des Transports Djebbari ne doit pas vivre dans le même monde que nous. Alors que le fameux plan du gouvernement « France relance » a pour unique but d'offrir des dizaines de milliards d'euros aux entreprises, c'est-à-dire au patronat et aux actionnaires, les plans de licenciements et les suppressions d'emploi s'accumulent… Renault, Nokia, General Electric, l'ensemble de la sous-traitance dans l'automobile ou l'aéronautique, avec pour couronner le tout Auchan, où la richissime famille Mulliez veut se débarrasser de 1400 salariéEs !

Dans les services publics, il faudrait multiplier les postes, à commencer par la santé. Sans surprise, le « Ségur » n'a débouché sur aucun recrutement pour permettre à l'hôpital et aux EHPAD de remplir leurs missions et aux personnel de travailler dans des conditions acceptables. Rien n'a été fait pour que l'hôpital puisse sereinement faire face à la deuxième vague, alors qu'il aurait fallu ouvrir en nombre des lits de réanimation et embaucher 100 000 soignantEs dans les hôpitaux et les EHPAD. Et dans l'éducation nationale aussi, les tensions sont fortes.

DES MESURES D'URGENCE POUR NOTRE CAMP SOCIAL, VITE !

Pour faire diversion tout en cherchant à nous diviser, le pouvoir fait sienne la démagogie raciste et sécuritaire de l'extrême droite : lutte contre le prétendu « ensauvagement », projet de loi contre le « séparatisme », interdiction de distribution de l'aide alimentaire aux migrantEs comme à Calais…

C'est la protection du monde du travail et la lutte contre l'injustice sociale qu'il faut imposer. Des mesures d'urgence sanitaires, à commencer par la distribution de masques gratuits, des embauches dans la santé et l'ensemble des services publics, la diminution du temps de travail (pour intégrer les gestes barrières et le port du masque et s'attaquer au chômage)… Pour répondre à la situation sociale dramatique, il faut imposer l'interdiction de tous les licenciements, l'embauche des précaires, le partage du travail entre touTEs sans perte de salaire, et l'augmentation des salaires et des minima sociaux.

Les premières journées de mobilisation de septembre doivent être les premiers jalons d'une riposte à construire touTEs ensemble !

Le mardi 15 septembre 2020